



ONU Conseil de sécurité – Débat Ouvert

« Faire taire les armes »

New York, le 30 mars 2023

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie son excellence le Président du Mozambique de nous avoir convoqué pour cette réunion, qui nous donne l'occasion de discuter des liens entre la consolidation de la paix et le développement en Afrique. Je remercie également les intervenants pour leurs exposés instructifs.

La Suisse soutient pleinement les efforts visant à instaurer une paix durable en Afrique, élément clé de l'Agenda 2063. L'Union Africaine aspire à mettre un terme aux conflits armés. Pour y parvenir, il faut s'attaquer aux causes profondes et éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes. Car nous venons de l'entendre : malheureusement, les armes parlent encore trop fort en Afrique, mais aussi dans d'autres régions du monde. La prolifération illicite des armes légères et de petit calibre, ainsi que de leurs munitions, continue de semer la violence, de menacer la paix, de déchirer le tissu social et d'entraver le développement.

Face à cette nécessité d'agir, la Suisse souhaite mettre en avant quatre points:

Premièrement, alors que l'offre d'armes doit être réduite, il faut s'attaquer également aux facteurs qui alimentent la demande. L'accent doit être mis sur la prévention de la violence, en considérant l'ensemble des facteurs politiques, économiques et sociaux des conflits. Le cycle de la violence ne peut être rompu que si celui de l'impunité l'est aussi. Il est ainsi essentiel que les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire fassent l'objet d'enquêtes et que les auteurs présumés soient traduits en justice. Pour atteindre des résultats durables, il est ainsi primordial d'intégrer la réduction de la violence armée et la reddition de comptes plus systématiquement dans les efforts de consolidation de la paix et de développement.

Deuxièmement, il est important de renforcer la capacité des gouvernements locaux à fournir des services publics équitables et durables, en particulier dans les régions périphériques et les zones de conflit. Cela améliore la confiance de la population et contribue à restaurer la présence de l'Etat. L'objectif de développement durable numéro 16 appelle à la création de sociétés pacifiques ouvertes à tous et des institutions publiques efficaces, responsables et transparentes. C'est dans ce sens que la Suisse soutient un projet pour une meilleure planification de l'éducation au Niger, notamment dans les situations d'urgence.

Troisièmement, les efforts humanitaires, de consolidation de la paix et de développement doivent être sensibles aux liens entre le changement climatique et les conflits. De nombreux Etats africains connaissent bien l'impact des sécheresses et des inondations. L'insécurité alimentaire et les déplacements massifs de population peuvent exacerber les conflits, et augmenter le risque de recrutement par des groupes armés. Il est urgent que les Etats concernés puissent réduire leur vulnérabilité aux chocs climatiques, afin de renforcer la paix et la sécurité.

Quatrièmement, le dialogue est fondamental pour désamorcer les tensions avant qu'elles n'éclatent en conflit et pour résoudre les conflits déjà existants. Ce dialogue doit systématiquement inclure les femmes et la jeunesse et selon le contexte, d'autres acteurs comme par exemple les chefs traditionnels et religieux. Fidèle à sa tradition en matière de médiation et de bons offices, la Suisse œuvre pour promouvoir des plateformes de dialogue, y compris au niveau régional. Nous soutenons par exemple le processus de Nairobi, pour faire avancer la paix dans l'Est de la République démocratique du Congo. Les bureaux régionaux des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel et pour l'Afrique centrale jouent aussi un rôle clé, notamment en favorisant la création d'espaces de dialogue en collaboration avec l'Union Africaine et les organisations sous-régionales.

Madame la Présidente,

L'initiative « Faire taire les armes » formule des solutions africaines aux défis africains. Elle permet à l'Union Africaine et à ses mécanismes régionaux de renforcer leur capacité à gérer les conflits et les situations de crise, y compris à travers des coopérations transfrontalières.

Les armes ne se tairont pas tant qu'elles sembleront plus accessibles qu'un emploi ou une formation professionnelle. Je m'adresse donc à tous les acteurs, ici présents ou sur le terrain, qui œuvrent pour une paix durable en Afrique. Nos efforts de paix doivent aller de pair avec des efforts visant à instaurer la confiance, à renforcer les institutions et l'État de droit, à promouvoir la cohésion sociale, à faire respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire, et à créer des perspectives économiques, particulièrement pour les jeunes.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Ms. President,

I thank His Excellency the President of Mozambique for convening this meeting, which gives us the opportunity to discuss the linkages between peacebuilding and development in Africa. I also thank the speakers for their informative presentations.

Switzerland fully supports efforts to achieve sustainable peace in Africa, a key element of Agenda 2063. To achieve this, the root causes must be addressed and poverty in all its forms must be eradicated. For as we have just heard, unfortunately, weapons still speak too loudly in Africa, but also in other parts of the world. The illicit proliferation of small arms and light weapons and their ammunition continues to sow violence, threaten peace, tear at the fabric of society and impede development.

In view of this need for action, Switzerland would like to highlight the following four points:

First, while the supply of weapons must be reduced, the factors that drive demand must also be addressed. The focus must be on preventing violence by considering the full range of political, economic and social factors in conflict. The cycle of violence can only be broken if the cycle of impunity is also broken. It is therefore essential that violations of human rights and international humanitarian law are investigated and perpetrators brought to justice. Integrating armed violence reduction and accountability more systematically into peacebuilding and development efforts is thus critical to achieving sustainable results.

Second, it is important to strengthen the capacity of local governments to deliver equitable and sustainable public services, especially in peripheral regions and conflict areas. This improves the confidence of the population and helps to restore the presence of the state. Sustainable Development Goal 16 calls for the creation of peaceful and inclusive societies and effective, accountable and transparent public institutions. With this in mind, Switzerland is supporting a project to improve education planning in Niger, particularly in emergency situations.

Third, humanitarian, peacebuilding and development efforts must be sensitive to the links between climate change and conflict. Many African states are familiar with the impact of droughts and floods. Food insecurity and mass population displacement can exacerbate conflict, and increase the risk of recruitment by armed groups. There is an urgent need for states to reduce their vulnerability to climate shocks in order to enhance peace and security.

Fourth, dialogue is fundamental to defuse tensions before they erupt into conflict and to resolve existing conflicts. This dialogue should systematically include women, youth and other actors, depending on the context, such as traditional and religious leaders. In line with its tradition of mediation and good offices, Switzerland promotes dialogue platforms, including at the regional level. For example, we support the Nairobi process to advance peace in the eastern Democratic Republic of Congo. The UN regional offices for West Africa and the Sahel and for Central Africa also play a key role, notably by promoting the creation of spaces for dialogue in collaboration with the African Union and sub-regional organizations.

Ms. President,

The Silencing the Guns initiative provides African solutions to African challenges. It enables the African Union and its regional mechanisms to strengthen their capacity to manage conflicts and crisis situations, including through cross-border cooperation.

Weapons will not be silenced as long as they seem more accessible than a job or vocational training. I therefore address all actors, here and on the ground, who are working for sustainable peace in Africa. Our peace efforts must go hand in hand with efforts to build confidence, strengthen institutions and the rule of law, promote social cohesion, uphold human rights and international humanitarian law, and create economic opportunities, especially for young people.